

MONDE

Santé : le quitte ou double d'OBAMA. Un discours devant le congrès américain de 45 minutes, pour convaincre les républicains et mobiliser le camp démocrate. L'enjeu était de taille dans ce dossier qui soulève une opposition virulente des républicains et de certains de son camp, depuis plusieurs mois. Le président américain a assuré que ce projet destiné à couvrir 46 millions d'Américains ne creuserait pas le déficit et constituerait seulement en une amélioration du système actuel. L'augmentation du coût des assurances privées, dont il a longuement attaqué les failles, constitue « *la base du déficit américain* », a-t-il affirmé. « *Au lieu de construire un système complètement nouveau, il vaut mieux améliorer ce que nous avons* », a-t-il poursuivi. Le projet coûtera 900 milliards de dollars sur 10 ans, a affirmé le président américain.

Afghanistan : KARZAÏ en tête, nombreuses fraudes. Le Président sortant disposerait de 54,1% des voix contre 28,3% à son principal rival ABDULLAH, selon des résultats portant sur 91,6% des bureaux de vote. Les décomptes de tous les bureaux ne deviendront officiels qu'après la fin des enquêtes de la commission des plaintes. Laquelle a averti qu'elle disposait de « *preuves évidentes et convaincantes* » de fraudes dans au moins 600 bureaux de vote sur un total de 25.450. Le taux de participation pourrait être autour de 30 à 35% seulement. Ces annonces sont intervenues alors que les violences redoublent d'intensité et que la question du renforcement des forces étrangères est en débat. Berlin, Londres et Paris se sont entendus pour pousser les Afghans à reprendre rapidement la responsabilité de leur pays, l'intervention internationale en Afghanistan étant de plus en plus impopulaire. Une conférence internationale sur l'Afghanistan se tiendra avant la fin 2009. S'adressant au Parlement allemand, la chancelière Angela MERKEL a rejeté les critiques visant un raid aérien qui a fait au moins 60 morts civils la semaine dernière en Afghanistan.

Iran : le Président iranien Mahmoud AHMADINEJAD clôt « la question nucléaire ». Il a rejeté toute discussion sur ses « *droits indéniables* » en la matière, sans toutefois écarter le dialogue avec les grandes puissances.

Proche-Orient. Ehoud BARAK, le ministre de la défense israélien, a autorisé, avant un gel réclamé par Washington, la construction de 455 logements dans des colonies juives en Cisjordanie. L'initiative a été aussitôt vivement critiquée à l'échelle internationale. Le président palestinien Mahmoud ABBAS a pour sa part jugé inutile de rencontrer le Premier ministre israélien, Benjamin NETANYAHU.

Sommet du G20 sur les bonus : un accord mais pas de plafond. Les ministres des finances des pays du G20 sont parvenus à un compromis sur des règles mondiales encadrant les bonus des banquiers. Ils préconisent « *une grande transparence sur le niveau et la structure des rémunérations* » des banquiers et des traders et demandent des normes internationales sur les primes, garantissant notamment que leur paiement soit étalé dans le temps, et incluant des mécanismes de remboursement ou « *malus* », faute de performances satisfaisantes. Si les Français, qui avaient décrété un « *haro sur les bonus* », ne sont pas parvenus à obtenir leur plafonnement, ils ont obtenu que cette question soit réexaminée à l'occasion du sommet du G20 de Pittsburgh aux Etats-Unis les 24 et 25 septembre.

Liban : nouvelle crise ? Les craintes ont resurgi après le rejet par la minorité menée par le Hezbollah chiite du gouvernement proposé la veille par le Premier ministre désigné Saad HARIRI. M. HARIRI, qui mène la majorité parlementaire soutenue par l'Occident, a transmis sa liste de ministres au président de la République, Michel SLEIMANE, pour approbation, une initiative immédiatement dénoncée par la minorité. Bien que les deux camps soient d'accord sur la formule de répartition des portefeuilles (15 ministres pour la majorité, 10 pour la minorité et cinq « neutres » choisis par le président de la République), leurs consultations bloquent sur certains noms et la nature des portefeuilles accordés à la minorité. Le chef de l'Etat, considéré comme une personnalité neutre, a reçu des dirigeants de la minorité qui lui ont fait part de leur mécontentement. Il ne devrait pas signer le décret de formation du gouvernement tel que présenté.

La prison pour un pantalon. La journaliste soudanaise Loubna Ahmed AL-HUSSEIN a été condamnée à payer par la cour de Khartoum-Nord une amende de 200 dollars pour avoir porté un pantalon jugé « *indécent* ». La journaliste, qui risquait 40 coups de fouet, a été emprisonnée pour un mois, après avoir refusé de la payer.

La Tchétchénie représentée. Des « représentations » de ce pays du Caucase pourraient être ouverte dans six pays européens (France, Allemagne, Autriche, Belgique, Pologne et Danemark) pour encourager la diaspora tchétchène à rentrer. Le ministre russe des Affaires étrangères, saisi au préalable, a donné son feu vert.

EUROPE

BARROSO peine à convaincre les socialistes. Les socialistes étaient divisés avant leur audition du président de la Commission. Ils l'étaient toujours après. M. BARROSO a été passé sur le grill à huis clos pendant plus de deux heures et demi dans une ambiance qualifiée « *d'assez froide* » par plusieurs participants. Même s'il leur a adressé des signaux d'ouverture, notamment sur la question du dumping social en promettant de revoir la législation sur le détachement des travailleurs, les élus du groupe S&O, deuxième formation du Parlement avec 184 députés sur 736, restent très critiques. « *Il exprime des souhaits mais ne s'engage pas sur l'action* », a résumé Catherine TRAUTMANN, chef de file des socialistes français (qui ne soutiennent pas le candidat BARROSO). Les Belges, les Grecs et les Italiens sont sur la même longueur d'onde. Soit une cinquantaine d'élus. Le programme du candidat BARROSO n'avait pas vraiment convaincu du groupe ADLE. L'audition par le groupe ADLE (libéraux) s'est révélée beaucoup plus satisfaisante pour le candidat.

BARROSO en Irlande. Le 19 septembre, pour plaider en faveur de l'adoption du traité de Lisbonne, soumis le 2 octobre à un référendum déterminant pour l'avenir du texte. Le président José Manuel BARROSO y sera. Selon un tout récent sondage, le camp du « oui » perd huit points au profit des indécis et des opposants, même s'il reste encore devant (46 %). Le président du Parlement européen, le Polonais Jerzy BUZEK, compte aussi s'y rendre, à une date non encore déterminée.

Lisbonne « accompagnée » en Allemagne. Les députés allemands ont adopté à une large majorité des « *lois d'accompagnement* » du Traité de Lisbonne, levant un obstacle à la ratification de ce texte réformant les institutions européennes. Le Bundesrat doit voter à son tour le 18 septembre ce qui permettra au président Horst KOHLER de ratifier le Traité.

Portugal – Législatives. Le Parti socialiste du Premier ministre portugais José SOCRATES, battu aux européennes de juin, a repris un léger avantage à trois semaines des législatives du 27 septembre avec 34,5 % des intentions de vote. Selon une enquête, le PS devance de plus de cinq points le Parti social-démocrate (pSD, centre-droit) de Manuela FERREIRA LEITE, crédité de 28,9 % des voix, mais reste loin de la majorité absolue obtenue en 2005.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

L'opposition gabonaise continue de contester la victoire à la présidentielle d'Ali BONGO.

Graves inondations en Afrique de l'Ouest. Plus de 159 morts dans une douzaine de pays.

La Turquie aussi. Des pluies torrentielles se sont abattues dans le nord-ouest du pays où 9 personnes ont péri dans des inondations, 2 autres étant portées disparues. Une tempête en mer Noire a provoqué le naufrage d'un cargo cambodgien.

Madagascar : RAJOELINA contesté. Le gouvernement nommé est déjà rejeté par l'opposition.

Japon. Le Parti Démocrate du Japon, vainqueur des élections législatives, a formé une coalition gouvernementale avec deux autres partis, le Parti Social-Démocrate (PSD, gauche) et le Nouveau Parti du Peuple (NPP, droite) à l'issue d'une semaine de négociations tendues par des divergences sur la présence militaire américaine.

Cuba : les Etats-Unis assouplissent l'embargo. Les Américains qui ont des « *parents proches* » à Cuba peuvent désormais se rendre dans l'île communiste aussi souvent et aussi longtemps qu'ils le désirent, en vertu de nouvelles règles de l'administration américaine. Ils ne pourront toutefois pas dépenser plus de 179 dollars par jour lors de chacune de leurs visites à leurs parents cubains mais pourront envoyer autant d'argent qu'ils le souhaitent à un large cercle de proches habitant sur l'île. Jusqu'à présent, les Américano-Cubains ne pouvaient se rendre à Cuba qu'une fois par an et n'envoyer que 1.200 dollars par personne.

Administration OBAMA : un de chute. Le conseiller spécial du président américain Barack OBAMA pour les questions de l'environnement a démissionné sous la pression des Républicains après une controverse sur ses déclarations à propos du 11 septembre. M. Van JONES avait signé une pétition, se demandant si les responsables du gouvernement de l'ancien président George W. BUSH « *n'avaient pas volontairement permis les événements du 11 septembre afin d'avoir un prétexte pour déclarer la guerre* ».

Hugo Chavez à Venise. Le président vénézuélien a volé la vedette aux stars de cinéma à la 66^{ème} Mostra. Il a été ovationné par le public après la projection de « *South of the Border* », un documentaire où le réalisateur Oliver Stone prend sa défense.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Hausse du forfait hospitalier envisagée par le gouvernement. C'est une des pistes possibles pour réduire l'an prochain le déficit de la Sécu. Soit une hausse de 25%, le portant à 20€ par jour. Levée de boucliers.

Taxe carbone. Les controverses autour de la taxe carbone se poursuivent. A la veille de l'intervention très attendue du président de la République, les professionnels potentiellement concernés continuent à manifester leur inquiétude. « *Chaque centime de la taxe carbone sera rendu aux Français* », avait insisté M. SARKOZY, « *ce que nous voulons, c'est changer les comportements, pas créer un impôt supplémentaire* ». François FILLON a quant à lui assuré que les arbitrages que s'apprête à rendre le chef de l'Etat sur la taxe lui donneraient raison.

« **Hold-up, arnaques et trahisons** ». C'est le titre de l'ouvrage des journalistes d'Europe 1 Antonin ANDRE et de Canal + Karim RISSOULI, mettant en cause l'élection de Martine AUBRY à la tête de PS. Selon les journalistes, des fraudes massives ont entaché l'élection de novembre dernier. Ségolène ROYAL a indiqué qu'elle ferait « *une déclaration solennelle dans quelques jours* » pour dire ce qu'elle compte faire, non sans avoir « *ressenti un choc en pensant aux dizaines de milliers de militants qui se sont fait voler leur vote* », a-t-elle dit. Elle a précisé qu'elle allait « *consulter* » l'ancien ministre de la Justice Robert BADINTER, qui avait proposé de « *revoter dans les fédérations litigieuses* ».

AUBRY en cause. De son côté, la Première secrétaire Martine AUBRY a estimé que ce livre était « *malveillant avec tous les socialistes* », se refusant à tout commentaire sur le fond. Selon un sondage réalisé par l'Ifop les 3 et 4 septembre pour le JDD.fr, 55 % des sympathisants socialistes s'affirment « *plutôt satisfaits* » de la façon dont Mme AUBRY dirige le PS, contre 40 % « *plutôt mécontents* » (5 % ne se prononcent pas). Un précédent sondage réalisé les 27 et 28 août avant l'ouverture de l'université d'été du PS faisait apparaître 41 % de sympathisants PS « *plutôt satisfaits* » de Mme AUBRY contre 53 % « *plutôt mécontents* » et 6 % qui ne se prononçaient pas.

MoDem – PS : le temps du dialogue ? « *Je fais une offre publique de dialogue. Entre tous ceux qui ont la volonté d'alternance en commun, le temps du dialogue est venu.* » Déclaration de François BAYROU, en clôture de l'université d'été de son parti. A la numéro un du PS, Martine Aubry, qui lui avait demandé de clarifier ses positions avant d'entamer un dialogue, François BAYROU a répondu qu'il ne posait « *aucune condition au dialogue* », « *aucune exclusive* ». Le président du MoDem propose à l'opposition un travail public au sein d'un « *parlement* » et la sélection d'un « *centre de gravité de l'alternance* » au premier tour de la présidentielle. Le leader centriste a estimé que le dialogue qu'il avait proposé « *était amorcé* », après avoir entendu les réactions favorables de MM. Daniel COHN-BENDIT (Verts), Manuel VALLS, Vincent PEILLON (PS) et Jean-Pierre CHEVENEMENT (MRC).

LE PEN va passer la main en 2010. A 81 ans, Jean-Marie Le PEN paraît se résigner à la retraite : le président du Front national a envisagé de lâcher les rênes dès l'an prochain. Confronté à de graves problèmes de trésorerie, le dirigeant d'extrême droite n'a pu organiser d'université d'été. M. Le PEN doit conserver son poste jusqu'au congrès du parti prévu dans deux ans mais dont la date pourrait être avancée. Sa fille, Marine, a proposé de défendre les couleurs du FN à la présidentielle.

David DOUILLET, député UMP dans les Yvelines ? L'ancien judoka est pressenti pour être le candidat de l'UMP à l'élection législative partielle dans la 12^{ème} circonscription des Yvelines. Election les 11 et 18 octobre, organisée après la déchéance pour corruption de l'UMP J. MASDEU-ARUS, condamné à dix ans d'inéligibilité. Autres candidats déclarés : le maire (PS) de Poissy Frédérick BERNARD, l'ancien député européen (Verts) Alain LIPIETZ, ainsi que Richard BERTRAND (MoDem).

Le Groupe UMP investit sur Internet. Le groupe UMP de l'Assemblée nationale a annoncé le lancement d'un site internet et d'une série de réunions publiques au niveau local sur la question du grand emprunt. Le site www.investirpourelavenir.fr est destiné à « *donner son avis sur les secteurs prioritaires et les moyens de contrôler l'utilisation optimale des fonds recueillis via le grand emprunt* ».

Evasion fiscale : les banques devront informer automatiquement Bercy. Le gouvernement intensifie la pression. Le ministre du Budget Eric WOERTH souhaite une collaboration « élargie » entre le fisc et les banques dans la lutte contre l'évasion fiscale. Objectif : réforme de l'article L. 96 A du livre des procédures fiscales. Ce texte, entré en vigueur en 1990, permet à l'administration d'obtenir des banques des renseignements sur l'identité de personnes physiques effectuant des transferts de capitaux vers l'étranger. Problème : ces informations sont données ponctuellement et sur demande de l'administration fiscale. Or le ministre veut « *que ces transmissions puissent être élargies et rendues plus systématiques* ».

Concrètement, les banques devront automatiquement informer l'Etat en cas de mouvement d'argent vers certains pays - dont la liste reste à définir - pour un montant supérieur à une certaine somme. Le seuil se situerait entre 15.000 et 20.000 euros. Un décret devrait présenter les arbitrages et rendre le dispositif opérationnel dès la fin du mois de septembre. La liste de 3.000 personnes ayant des comptes en suisse illégaux que Bercy affirme détenir n'est qu'une part symbolique de l'évasion fiscale. Ce sont entre 100.000 et 150.000 personnes qui détiendraient à l'étranger des comptes non déclarés à l'administration fiscale pour une évasion comprise entre 50 et 100 milliards d'euros, a expliqué le ministre du Budget, précisant que la liste n'était « *pas close* ».

Sondage. La cote de popularité de Nicolas SARKOZY a augmenté de trois points à 44 % entre juillet et septembre, tandis que celle de François FILLON a perdu quatre points, à 47 %, selon le tableau de bord Ifop-Paris Match.

PARLEMENT

Rentrée parlementaire

- Le **projet de loi de Finances pour 2010** sera présenté en Conseil des ministres le mercredi 30 septembre. La date du 23 septembre avait également été envisagée, mais l'actualité fiscale chargée, avec notamment la réforme de la taxe professionnelle et la création de la taxe carbone, n'aurait vraisemblablement pas permis de tenir ce délai.
- Le projet de loi dit « **Hadopi 2** », qui sanctionne le téléchargement illégal sur internet et dont les députés ont terminé l'examen en première lecture fin juillet, sera soumis au vote solennel des députés le 15 septembre. Une CMP sera ensuite réunie pour établir une version commune du projet de loi, examiné selon la procédure accélérée et déjà adopté en première lecture au Sénat.
- Le projet de loi organique visant à **permettre aux justiciables de saisir le Conseil constitutionnel** sera examiné en séance par les députés le 14 septembre. Ce texte a été adopté à l'unanimité des groupes en commission des Lois.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Défenseur des droits. **Communications.** La « *modernisation de la politique de la mémoire combattante* » a été examinée, alors qu'« *une longue période de commémorations nationales* », de 2009 à 2018, « *s'ouvre pour la France* » (70^{ème} anniversaire de la Seconde Guerre mondiale, 150^{ème} anniversaire des indépendances africaines et 100^{ème} anniversaire de la Grande Guerre). Les commémorations en 2010 s'articuleront principalement autour de la figure du Général de GAULLE et de l'appel du 18 juin. L'audiovisuel extérieur de la France. « Décidée à l'été 2007 par le Président de la République, la réforme a pour objectifs d'améliorer la cohérence de la politique audiovisuelle extérieure de la France, la lisibilité de ses orientations stratégiques et l'efficacité de chacun de ses opérateurs. »

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Le Brésil prêt à acquérir le Rafale de Dassault. A l'occasion d'une visite de Nicolas SARKOZY, le Brésil a annoncé sa décision de principe d'acquérir 36 avions de combat français Rafale, qui remporte ainsi son premier succès à l'exportation. La décision est due à de larges transferts de technologie. Le Brésil pourra ainsi assembler d'ici quelques années les Rafale. Les deux pays espèrent conclure dans un délai d'environ 9 mois les négociations commerciales entre le Brésil et le groupe français Dassault sur ce contrat de près de 5 milliards d'euros. A terme, la France vise un marché bien plus vaste : la fourniture d'au moins 120 Rafale pour équiper les trois armes du Brésil.

Intérim. 503.300 personnes occupaient un emploi intérimaire en France en juillet, un chiffre en hausse de 5,1 % (+24500) par rapport au mois de juin et en recul, ralenti, de 23,3 % sur un an.

500 euros pour certains chômeurs non indemnisés. La prime en vigueur depuis avril avait bénéficié à 3 283 personnes début septembre, a affirmé Pôle emploi, après un article des Echos faisant état d'à peine plus de 2 000 bénéficiaires fin juillet.

La consommation de carburants a progressé de 4,1 % en août en France par rapport au même mois de 2008. La consommation d'essence a reculé de 0,8 % tandis que celle de gazole (qui représente les trois quarts des ventes) a bondi de 5,8 %.

La valeur du patrimoine des Français a baissé de 3 % en 2008 et 2 % en 2009, mais elle devrait se stabiliser en 2010, affirmait le Bureau d'information et de prévisions économiques (BIPE). En 2008, « la très forte baisse des marchés boursiers s'est conjuguée avec une diminution assez importante des prix des logements anciens pour faire reculer à la fois le patrimoine financier et le patrimoine non financier des Français ». En 2009, la reprise des marchés boursiers a partiellement compensé la baisse liée au recul de la valeur du patrimoine immobilier. « Du jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale ».

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Assemblée des Français de l'étranger : nouvelle structure. L'AFE est désormais composée de 3 groupes.

- l'Union de la majorité (UDM) 73 membres, composée des 2 mouvements UDIL (33 élus, 3 sénateurs et 2 personnalités qualifiées) et RFE (32 élus, 2 sénateurs et 1 personnalité qualifiée).
- l'ADFE : 62 membres (56 élus, 3 sénateurs, 3 personnalités qualifiées).
- le Groupe de la majorité présidentielle. 31 membres (27 élus, 4 sénateurs).

Devant l'AFE, le Ministre des Affaires étrangères et européennes a confirmé que le Premier ministre avait décidé d'allouer un supplément de budget aux Affaires étrangères. Il a assuré l'AFE qu'une partie de cette somme serait allouée au fonds d'action social et à la Caisse des Français de l'étranger. Bernard KOUCHNER affirme que l'amendement du Sénateur del PICCHIA, visant à rétablir la représentation des Français établis hors de France au Conseil économique, social et environnemental, serait pris en considération.

3^{ème} Journée des Français à l'étranger au Sénat. La VOD est disponible sur le site des expatriés : <http://expatries.senat.fr/jfe3/tele.html>

Français du Monde-ADFE. Nouveau bureau national et nouvelle présidente. La sénatrice Monique CERISIER BEN GUIGA a été élue Présidente de l'association Français du Monde-ADFE.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Le H1N1 progresse. Des classes et écoles ont été fermées en région parisienne, en Ariège, dans l'Aude et dans le Lot, des élèves présentant des symptômes grippaux.

Le nombre des morts sur les routes a augmenté de 5,6 % au mois d'août (414), du fait d'un plus important volume de trafic, les Français étant restés davantage dans l'Hexagone.

5,60 euros. Ce serait le prix moyen d'un paquet de cigarettes à partir du 5 octobre. Les fabricants devraient demander à l'Etat que le prix des cigarettes soit relevé de 6%, une hausse dont Bercy dit ne pas avoir eu connaissance, mais qui alarme déjà les buralistes.

CARNET

Nominations

Vincent GUEREND, jusqu'alors chef adjoint du cabinet de Benita FERRERO-WALDNER, commissaire européen, devient Premier conseiller à Ankara.

François VALMAGE rejoint le cabinet de Pierre LELLOUCHE.

Kristelle HOURQUES rejoint le cabinet d'Alain JOYANDET.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr